Cet avis sur le site TED: http://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:23789-2018:TEXT:FR:HTML

France-Colomiers: Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection
2018/S 012-023789

Avis de concours

Directive 2014/24/UE

Section I: Pouvoir adjudicateur/entité adjudicatrice

I.1) **Nom et adresses**

Ville de Colomiers
1 place Alex Raymond, BP 30330
Colomiers Cedex
31776
France
Courriel: commande.publique@mairie-colomiers.fr
Code NUTS: FRJ23

Adresse(s) internet:

Adresse principale: http://ville-colomiers.fr

I.2) **Procédure conjointe**

I.3) **Communication**

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse: http://www.achatpublic.com

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues autre adresse:
Mairie de Colomiers
Service commande publique, 1 place Alex Raymond, BP 30330
Colomiers Cedex
31776
France
Téléphone: +33 561152308
Courriel: commande.publique@mairie-colomiers.fr
Fax: +33 561153196
Code NUTS: FRJ23

Adresse(s) internet:

Adresse principale: http://www.ville-colomiers.fr/

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées par voie électronique via: http://www.achatpublic.com

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées à l'adresse suivante:
Mairie de Colomiers
Service commande publique, 1 place Alex Raymond, BP 30330
Colomiers Cedex
31776
France
Téléphone: +33 561152308

Courriel: commande.publique@mairie-colomiers.fr
Fax: +33 561153196
Code NUTS: FRJ23
Adresse(s) internet:
Adresse principale: http://www.achatpublic.com

I.4) **Type de pouvoir adjudicateur**
Autorité régionale ou locale

I.5) **Activité principale**
Services généraux des administrations publiques

Section II: Objet

II.1) **Étendue du marché**

II.1.1) **Intitulé:**
Concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'École élémentaire Simone Veil (niveau esquisses)

II.1.2) **Code CPV principal**
71000000

II.2) **Description**

II.2.2) **Code(s) CPV additionnel(s)**
71000000

II.2.4) **Description des prestations:**
Réalisation d'1 école élémentaire de 15 classes et ses annexes (salles spécialisées informatique, art plastique, préau, bureaux…), des locaux ALAE et leurs annexes, d'1 restauration, des espaces extérieurs, d'1 plateau sportif, de 2 zones de stationnement (1 usagers, 1 personnels). Cette réalisation devra prendre en compte le réaménagement du parc avec les jeux et agrès existants, l'intégration dans le site, les contraintes de voisinage et pourra être sur un niveau maxi R+1.
Niveau de performance énergétique requis: niveau label énergétique E+ C-, énergie niveau 3 — carbone niveau 1. bâtiment à énergie positive.
Env. Prév. des travaux: 5 900 000 EUR HT.
SHON: 6 000 m^2 sur les 13 000 m^2 du parc actuel.
Durée des travaux: 15 mois (compris installation de chantier).
Livraison: mai 2021.
Missions: base loi MOP + OPC + STD + commissionnement + production solaire photovoltaïque.
Clause promotion de l'emploi: 450 h.

II.2.13) **Information sur les fonds de l'Union européenne**
Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne: non

Section III: Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) **Conditions de participation**

III.1.10) **Critères de sélection des participants:**
1 — compétences/références des membres de l'équipe, notamment projet similaire avec mise en œuvre de compétences équivalentes; 2 — garanties professionnelles et financières;
3 — moyen en personnel et matériel notamment moyens humains affectés à l'opération. Groupement conjoint avec mandataire solidaire. Les candidats pourront participer à un ou plusieurs groupements hormis l'architecte mandataire

III.2) **Conditions liées au marché**

III.2.1) **Information relative à la profession**

La participation est réservée à une profession particulière: oui

Indiquer la profession: Architecte inscrit à l'ordre des architectes ou possédant un diplôme reconnu au titre de la Directive nº 85-384 CEE ou équivalent étranger

Section IV: Procédure

IV.1) **Description**

IV.1.2) **Type de concours**

Restreint

Nombre de participants envisagé: 3

IV.1.7) **Noms des participants déjà sélectionnés:**

IV.1.9) **Critères d'évaluation des projets:**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation).

IV.2) **Renseignements d'ordre administratif**

IV.2.2) **Date limite de réception des projets ou des demandes de participation**

Date: 16/02/2018

Heure locale: 12:00

IV.2.3) **Date d'envoi des invitations à participer aux candidats sélectionnés**

IV.2.4) **Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans le projet ou la demande de participation:**

Français

IV.3) **Récompenses et jury**

IV.3.1) **Information sur les primes**

Une ou des prime(s) sera/seront attribuée(s): oui

Nombre et montant des primes à attribuer:

25 000 EUR HT.

IV.3.2) **Détail des paiements à verser à tous les participants:**

Une prime d'un montant forfaitaire de 25 000 EUR HT sera attribuée à chaque candidat sélectionné qui aura remis des prestations conforme au programme. Un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence sera attribué au lauréat ou à l'un des lauréats du concours. S'il y a plusieurs lauréats, ils seront tous invités à participer aux négociations. Pour le groupement lauréat attributaire du marché, la prime sera déduite de ses honoraires ultérieurs.

IV.3.3) **Contrats faisant suite au concours**

Le(s) lauréat(s) du concours sera/seront attributaire(s) des marchés de services faisant suite au concours: oui

IV.3.4) **Décision du jury**

La décision du jury est contraignante pour le pouvoir adjudicateur/l'entité adjudicatrice: non

IV.3.5) **Noms des membres du jury sélectionnés:**

Section VI: Renseignements complémentaires

VI.3) **Informations complémentaires:**

Le groupement devra être composé d'un architecte, d'un BE structures, d'un BE fluide, d'un BE énergie, d'un BE VRD, d'un BE cuisiniste, d'un BE paysagiste.

Situation juridique: déclaration de candidature présentée par le candidat individuel ou le mandataire en cas de groupement, (formulaire DC1 ou équivalent), ainsi que les éléments suivants (formulaire DC2):

— déclaration du candidat justifiant ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par le code pénal, ni d'une condamnation inscrite au bulletin nº 2 du casier judiciaire, ni d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts,
— déclaration du candidat indiquant ne pas être en état de liquidation judiciaire, ni être déclaré en état de faillite personnelle;
— déclaration du candidat indiquant ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché,
— déclaration du candidat indiquant avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale,
— déclaration du candidat indiquant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail,
— déclaration du candidat qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
Capacités techniques et professionnelles:
a) note de présentation de l'équipe avec motivation;
b) 2 formats A3 d'une présentation graphique et explicative de 3 opérations les plus récentes de complexité et taille similaire au projet; c) sous format du tableau à télécharger et à ne surtout pas modifier (pas de PDF car intégration du tableau dans analyse général des offres), pour chaque membre de l'équipe (préciser mandataire ou co-traitant et mission):
— nom et siège de l'entreprise, chiffres d'affaires des 3 dernières années, moyens humains (archi, ingén, nombre de personnes etc.) et matériels informatiques (outils informatiques, logiciels, etc.),
— les 3 références (celles du format de la présentation graphique A3) de complexité et taille similaire au projet les plus récentes, réalisées ou en cours dont nom du maître d'ouvrage, année de réalisation, nature et mission du projet de référence, SHON en m^2, montant en EUR HT,
— 3 références significatives réalisées des 3 dernières années dont présentation graphique des 3 références en A4, nom du maître d'ouvrage, année de réalisation, nature et mission du projet de référence, SHON en m^2, montant en EUR HT.
Certificats de qualification professionnelle et/ou de qualité: RGE études ou équivalente Opqibi 20-15 ou équivalente.
Pour chaque certificat précité, tout moyen de preuve équivalent est accepté. Les candidatures peuvent être transmises par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposées contre récépissé.
Le contrat faisant suite au concours est couvert par l'AMP.
Dématérialisation des procédures: chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format Xades, Cades ou Pades. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.
Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS.

VI.4) **Procédures de recours**

VI.4.1) **Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV
Toulouse
31000

France
Téléphone: +33 562735757
Adresse internet:http://www.justice.gouv.fr

VI.4.2) **Organe chargé des procédures de médiation**

VI.4.3) **Introduction de recours**

Précisions concernant les délais d'introduction de recours:
— articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative (2 mois à compter de la notification ou publication de la décision de rejet de l'organisme),
— articles L. 551-1 et R. 551-1 du code de justice administrative pour le référé pré-contractuel qui peut être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat,
— recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés (2 mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique).

VI.4.4) **Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours**

VI.5) **Date d’envoi du présent avis:**

16/01/2018